



Bonjour

Energies Renouvelables : Traffic des "certificats verts"

Un article de Ludovic Grangeon membre de la FED, vient de paraître dans le journal Economie Matin

Les marchés internationaux des Energies Renouvelables et notamment ceux l'éolien sont protégés. Ils mettent en jeu des centaines de milliards d'euros. Les acteurs collectent une multitude de subventions nationales et internationales.

Ils profitent officiellement de l'argent public et de défiscalisations en cascade, contrairement aux règles de l'économie de marché

L'enquête en cours en Allemagne concernant un immense trafic de certificats verts des Energies Renouvelables montre à quel point les valeurs fondamentales de l'écologie sont bafouées par ceux, qui en son nom, ont pris le contrôle des médias, surfent sur la crédulité publique et pratiquent la désinformation pour piller les citoyens.

Après la délinquance en col blanc, la délinquance verte



<http://www.economie-matin.fr/les-experts/item/2867-ecologie-certificat-carbon>

Par Ludovic Grangeon,

mercredi 19 décembre 2012 06:59

En France, la Cour des Comptes a dénoncé en 2012 plus d'1.8 milliard d'euros de fraudes aux certificats carbone, avec 18 procédures judiciaires en cours. En France, la Cour des Comptes a dénoncé en 2012 plus d'1.8 milliard d'euros de fraudes aux certificats carbone, avec 18 procédures judiciaires en cours.

Vendredi dernier, 500 policiers ont investi le siège de la Deutsche Bank à Francfort, la banque centrale allemande. Ils ont perquisitionné les locaux et interpellé 25 personnes dont le co-président en personne, Jürgen Fitschen, et le directeur financier, Stefan Krause, dirigeants principaux du conseil d'administration.

L'objet de cette opération de police d'envergure était encore plus grave que d'habitude. Il s'agit cette fois de fraude aux certificats carbone, ces fameux certificats verts dont tout le monde parle mais dont personne ne connaît rien. Ils sentent de plus en plus le soufre ces certificats. Leur fraude est estimée par les polices financières à 5 milliards € rien que pour cette année.

Quelques exemples : un ministre ukrainien a été impliqué dans un détournement de 300 millions de certificats en 2011. En un an, le marché italien des certificats carbone a engendré 500 millions de fraudes avant d'être fermé en catastrophe. En France, la Cour des Comptes a dénoncé en 2012 plus d'1.8 milliard de fraudes aux certificats carbone, avec 18 procédures judiciaires en cours. Ce procédé est la gangrène des énergies renouvelables dont il a complètement pourri la base. Avec l'opération de police à la Deutsche Bank, on atteint un niveau industriel de fraude.

Le principe est simple : vous construisez par exemple un parc d'éoliennes. D'une part votre électricité sera obligatoirement rachetée au prix fort par le contribuable, même si elle est de mauvaise qualité. Mais d'autre part, il existe une ressource souterraine encore plus intéressante : sans rien dire à personne, vous allez pouvoir négocier au niveau mondial des « certificats » qui vont être rachetés par des industriels pollueurs pour pouvoir continuer à polluer. Ces certificats sont autorisés au nom de mystérieux quotas internationaux définis par quelques experts et surtout quelques banquiers dans le secret de ces fameuses conférences internationales sur le réchauffement climatique. De toutes façons, leur montant compte peu, car ils sont très mal contrôlés et servent souvent plusieurs fois.

Pourquoi des financiers se sentent soudain concernés par l'avenir de la planète ? Parce que ce système vaut beaucoup d'argent. On saisit mieux pourquoi des promoteurs battent la campagne pendant plusieurs années pour installer des éoliennes dans des coins reculés des campagnes françaises. Ce n'est ni l'électricité, ni l'avenir de la planète qui les intéresse, mais un pactole souterrain considérable souvent objet d'évasion fiscale de masse, dont personne ne soupçonne l'ampleur, et dont ils se gardent bien de parler. D'une part le contrôle de ces certificats est très léger et illusoire. Chacun sait qu'il existe des certificats émis plusieurs fois pour le même équipement, ce qui est totalement interdit. Les organismes de « contrôle » sont souvent de simples officines privées à la merci des groupes industriels et financiers qui les ont créées.

Ceci veut dire aussi que plus on construit d'éoliennes, par exemple, plus on prolonge la pollution de la planète dans ses aspects les plus graves. Bien au-delà du simple aspect de l'énergie, la rentabilité de vieux équipements polluants est telle que leurs propriétaires sont prêts à subventionner gratuitement des opérations d'énergie renouvelable, tellement elles leur font gagner d'argent.

Bien pire, ce système intéresse désormais les mafias internationales car il permet de blanchir, ou plutôt de « verdier » beaucoup d'argent en peu de temps. Le Service de Renseignement et d'Analyse sur la Criminalité Organisée vient de produire un rapport dans ce sens à l'attention du premier Ministre. Avec un tel système, les « pourboires » locaux sont tentants et faciles, et représentent un montant dérisoire des gains. Ainsi, les opérations d'énergie renouvelable, comme le solaire ou surtout les éoliennes, sont devenues la partie apparente et alibi d'un vaste trafic financier international... subventionné par le contribuable...

Cordialement

J.L. Butré

Président

Fédération Environnement Durable - 3 rue des Eaux - 75016 tel:06 80 99 38 08

<http://environnementdurable.net>

contact@environnementdurable.net